Carnets de campagne

EVRY

1965 – 2007

© L'Harmattan, 2003
ISBN : 2-7475-3873-7

Michel Mottez

Carnets de campagne

EVRY

1965 – 2007

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

Collection Villes et Entreprises
dirigée par Alain Bourdin et Jean Rémy

La ville peut être abordée selon des points de vue différents : milieu résidentiel, milieu de travail, milieu de culture. Ceux-ci peuvent être entremêlés ou séparés. Il en va de même des groupes sociaux qui communiquent à travers ces divers types d'enjeux. La dimension économique n'est jamais absente, mais elle entre en tension avec la dimension politique. Ainsi peut-on aborder la conception urbanistique ou architecturale, l'évaluation des politiques sociales ou socio-économiques et les formes d'appropriation par divers acteurs. Pour répondre à ces interrogations, la collection rassemble deux types de textes. Les premiers s'appuient sur des recherches de terrain pour dégager une problématique d'analyse et d'interprétation. Les seconds, plus théoriques, partent de ces problématiques ; ce qui permet de créer un espace de comparaison entre des situations et des contextes différents. La collection souhaite promouvoir des comparaisons entre des aires culturelles et économiques différentes.

Dernières parutions

M. CHESNEL, *Le Tourisme de type urbain : aménagement et stratégies de mise en valeur*, 2001.
J-M. STEBE, *Architecture, urbanistique et société*, 2001.
J. P. TETARD, *La nécessaire reconquête du projet urbain*, 2001.
F. NAVEZ-BOUCHANINE, *La fragmentation en question*, 2002.
D. PINSON, *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*, 2002.
D. RAYNAUD, *Cinq essais sur l'architecture*, 2002.
E. LE BRETON, *Les transports urbains et l'utilisateur : voyageur, client ou citadin ?*, 2002.
S. HANROT, *A la recherche de l'architecture. Essai d'épistémologie de la discipline et de la recherche architecturales*, 2002.
F. DANSEREAU et F. NAVEZ-BOUCHANINE (sous la direction de), *Gestion du développement urbain et stratégies résedentielles des habitants*, 2002.
Bernard LAMIZET, Le Sens de la ville, 2002.
Rodrigo VIDAL ROJAS, *Fragmentation de la ville et nouveaux modes de composition urbaine*, 2002.
François DUCHENE, *Industrialisation et territoire. Rhône-Poulenc et la construction sociale de l'agglomération roussillonnaise*, 2002.

Des noms de communes, de rues, de lieux-dits abondent dans ce récit. Il est conseillé au lecteur, non familiarisé avec ce petit morceau de l'Ile-de-France, de se reporter chaque fois qu'il en sentira la nécessité, aux plans et photos regroupés en fin d'ouvrage.

Préambule

En 1961, Paul Delouvrier est nommé délégué général du district de la région de Paris. Cette région explose. Son plan directeur qui en contraint la croissance à l'intérieur d'un périmètre donné, n'est plus respecté. La réalité de la vie transgresse cette contrainte. Des grands ensembles de logements se construisent un peu partout, là où les opportunités foncières le permettent. De plus en plus éloignés des lieux de travail, ils sont généralement mal desservis. Le délégué général, qui a la confiance du président de la République, est désigné pour y mettre bon ordre.

En 1965, Paul Delouvrier rend public un schéma directeur. Celui-ci prévoit la création de cinq villes nouvelles pour structurer ce développement estimé inévitable. Evry est l'une de ces cinq villes nouvelles. Elle est considérée comme la plus facile à faire car elle épouse la tendance naturelle de l'urbanisation. Elle est perçue comme la plus urgente car ce qui se développe à vive allure, sous l'impulsion de l'autoroute du sud en direction de Corbeil-Essonnes, se fait sans équipement et sans création d'activités. Simultanément, la réorganisation administrative de la région de Paris crée de nouveaux départements. Evry-Petit-Bourg est choisi pour être la Préfecture de l'Essonne.

En 1969, après quatre années de préparation, un Etablissement Public d'Aménagement, dénommé Epevry, est créé. Sous l'autorité de l'Etat cette structure est chargée de construire la ville nouvelle, c'est-à-dire concevoir son plan directeur, acquérir les sols, les équiper, puis les vendre. Cette ville doit permettre de se loger, de travailler, de se déplacer et de profiter des équipements nécessaires à une vie harmonieuse.

En 1973, les collectivités locales, sur les territoires desquelles est projeté ce développement d'intérêt général qui ne correspond pas nécessairement à leurs aspirations, sont contraintes à se regrouper suivant de nouvelles dispositions législatives. Une fois la ville nouvelle construite avec des financements d'Etat, elles seront VILLE ensemble et disposeront des ressources fiscales traditionnelles dont vivent toutes les villes de France. A ce moment-là, l'intervention de l'Etat ne sera plus utile, il se retirera.

En 1985, le directeur de l'Etablissement Public, Michel Colot, publie un document dénommé **"20 ans après, Evry en chiffres"**. Document volontairement froid et technique, il veut indiquer le chemin parcouru. Michel Colot n'est pas à ce poste pour faire du lyrisme, ou du moins, pour l'exprimer. Il en laisse le soin à Paul Delouvrier qui, déchargé alors de toutes responsabilités, parle librement.

Dans la dernière page de ce document. Il écrit ceci :

Légitime ambition pour la première-née des villes nouvelles de la région parisienne que de « se mesurer » vingt ans après.

Pour ceux qui n'attendaient d'Evry, fussent-ils ministre, qu'une aventure intellectuelle, ces précisions chiffrées rendent compte qu'une ville est née.

Centre avec plus de 50.000 habitants, d'une agglomération de 300.000 personnes, chef-lieu d'un département nouveau d'un million d'habitants (50% de plus en vingt ans).

Pourquoi ce scepticisme initial ? Certains, pensant à la fondation de Rome (voir versions latines), ont-ils cru que les fondateurs d'Evry ne trouveraient pas des Sabines à enlever ? Quelle erreur! Les femmes n'ont pas manqué, mais, Ô Lalande ! Ô Mottez ! Ô équipe première ! ce que vous deviez donner, c'étaient la maison, le travail et un cœur de ville, agora ou forum; leur conquête fut un combat continu, gagné, mais qui dure encore.

Ce combat, il faudra bien un jour en écrire l'histoire vraie; le squelette des chiffres y prendra chair et cœur. Toute création est passionnelle, toute création de ville est nœuds (pluriel) de passions. Pourquoi, entre autres questions, ville nouvelle n'est-elle pas commune nouvelle ? Pourquoi avoir supprimé Petit-Bourg derrière Evry et laissé

Evry petite commune ? Pourquoi l'Université et les intellectuels en général se sont-ils si peu intéressés à cette création prodigieuse et tangible de cinq villes nouvelles, chacune différente, en vieille terre d'Ile de France ? Pourquoi ?... Pourquoi ?...

De ce document sur Evry, vingt ans après, les pères - non conscrits - du schéma directeur, retiendront qu'est en voie d'être atteint leur objectif majeur: augmenter la liberté de choix des habitants de l'agglomération parisienne en dépit de la croissance inéluctable de leur nombre et de leurs besoins.

Mais l'âme des villes nouvelles, l'âme d'Evry ? Ce n'est pas un statisticien qui en parlera - l'âme échappe aux chiffres -, mais un littérateur, romancier ou poète.

Cette âme est encore frêle ; il lui faut plus longue durée de vie, plus longue suite de générations, plus longue filière des morts (cimetières peuplés, « vous êtes la terre et confondez nos pas »).

Mais le jour arrivera, où un François Villon chantera l'âme de la ville :

« Mais où est donc l'Evry d'antan ».

Antan sera alors Evry 1985.

Paul Delouvrier.
pour cause d'urbanisme et de schéma directeur
Prix Erasme 1985

A la lecture de cette élégie je me suis senti flatté d'être ainsi cité, gêné, également, d'autres pouvaient être cités autant, sinon plus, que moi.

Paul Delouvrier me connaissait depuis 1963 et j'étais probablement pour lui le porte-drapeau de l'urbanisme d'Evry.

Il ne s'arrêta pas là, il poursuivit ce que je perçus comme un « acharnement affectif ». Chaque fois que je le rencontrais, il me demandait si j'avais commencé à écrire mes mémoires sur la ville nouvelle. Cela lui tenait à cœur. La dernière fois qu'il me tînt ces propos, ce fut en 1993 à l'inauguration d'une avenue qui porte son nom. La commune de Courcouronnes avait voulu honorer à la fois l'homme et l'œuvre, un témoignage émouvant de la part d'une collectivité locale qui aurait pu avoir un tout autre sentiment. Mais cette amicale cérémonie mettait aussi en évidence les limites de l'œuvre ; l'avenue en question traverse la ville nouvelle en son milieu, c'est un grand axe de

repère, mais ce n'est que sur 200 mètres seulement qu'elle porte le nom de Paul Delouvrier, après elle change de nom car nous ne sommes plus à Courcouronnes, nous sommes à Evry.

Dans un premier temps je n'ai pas suivi son conseil, puis les choses ont changé. Nous sommes dans un nouveau siècle. Paul Delouvrier a quitté notre bas monde, très peu de temps après la manifestation que je viens de relater. Il n'y a plus de Ville Nouvelle, une Communauté d'Agglomération en tient lieu. Tous les hommes politiques aux commandes de la ville nouvelle ont changé. La très grande majorité de la population actuelle n'a pas vécu cette période singulière. La ville nouvelle fait partie du passé, d'un passé que l'on regrette ou que l'on fustige.

En 2000, une mission d'évaluation a été mise en place par le Premier Ministre pour tirer les enseignements de cette démarche hors norme, qui, je le pense, ne serait plus possible aujourd'hui.

Jean-Eudes Roullier, inspecteur général des finances, ancien président du Groupe Central des Villes Nouvelles, en a la charge et s'est entouré pour ordonner ce travail, d'un collège de sages composé d'universitaires et d'hommes politiques. Je me suis ouvert à lui de ma démarche, il m'a encouragé. Libre de toute contrainte, j'ai donc entrepris ce récit qui viendra à sa manière compléter, je l'espère, une analyse probablement froide, plus proche d'un rapport de la Cour des comptes que d'un chant lyrique. Et pourtant, les villes nouvelles furent une aventure humaine pour ceux qui l'ont vécue : les aménageurs, les politiques qui l'ont portée ou supportée, les habitants et les entreprises qui s'y sont engagés volontairement ou par hasard. C'est pour apporter cette vibration que j'ai cédé au conseil de Paul Delouvrier. Nous ne sommes pas très nombreux, parmi les fantassins de l'aménagement, à avoir vécu cela d'un bout à l'autre, ou presque. Nous n'en sommes pas encore à découvrir le François Villon qui chantera la ville nouvelle d'antan, mais, pour patienter, je propose aux esprits curieux de notre turbulente et prudente société, une histoire qui n'est pas nécessairement drôle ni rose.

C'est une histoire compliquée, qui ne s'explique que re-située dans son contexte social économique et culturel en continuelle évolution. La France de 2002 n'est plus la France de 1965. C'est déjà un morceau d'histoire raconté par un survivant, mais les historiens viendront plus

tard, ils ont besoin de recul. Sa complexité touche aux fondements de la démocratie et à ses rouages en perpétuelle adaptation.

Puisse ce petit morceau d'histoire urbaine très singulier, enrichir l'esprit critique et, dépassant les discours faciles, accablant de tous les maux l'argent, le politique et l'Etat, éclairer sur le pouvoir et la responsabilité du citoyen pour façonner l'environnement, non pas le sien, mais celui de ses petits- enfants.

Cette histoire se déroule en quatre épisodes. Le premier débute en 1965 pour s'achever en 1979. Je l'ai intitulé "**La belle aventure**". Le second va de 1980 à 1990. Je l'ai intitulé "**La tête froide**". Le troisième nous conduit à la fin du siècle ; c'est à ce terme que toutes les structures spéciales mises en place sont supprimées. La mission est théoriquement accomplie. Je l'ai intitulé, sans adjectif qualificatif, "**Le retour au droit commun**". Mais je n'arrête pas là, ce serait trop triste. J'esquisse les prémices d'un quatrième épisode. Je l'ai intitulé "**Le défi impertinent**", il va jusqu'en 2007, date dont le lecteur découvrira l'importance, si ce qui est engagé par le législateur progresse. Je me garde bien d'en inventer le récit, je donne seulement quelques clés, avec lesquelles fort de son imagination, de sa sensibilité, chacun pourra à la lumière des trente cinq années de l'histoire dont il aura achevé la lecture, imaginer la suite à sa guise : un bel exercice citoyen.

1er Episode
1965 - 1979

La belle aventure

Ambiance

Pendant ses quatorze premières années, la ville nouvelle sera l'œuvre presque exclusive d'une équipe de professionnels, encouragée et protégée par l'Etat. Cette équipe qui a l'avantage de l'initiative devra bien évidemment se concerter avec les élus locaux, mais ceux-ci seront partenaires ; pris au jeu, ils enrichiront la réflexion plus qu'ils ne freineront. Une minorité politique, opposée sur le fond, ne parviendra pas à bloquer le dispositif.

Dans une entreprise où l'objectif premier est de créer un cadre de vie, l'exercice relève plus des sciences humaines que des sciences exactes. Le rationalisme n'y a que partiellement prise.

Pour en comprendre le déroulement, il est nécessaire de déceler ce qui a motivé cette équipe, ce qui l'a influencée de l'extérieur, ce qui l'a enthousiasmée de l'intérieur, en un mot quel était son état d'esprit.

Ce récit ne prétend pas faire œuvre d'historien, c'est un témoignage personnel. Il est donc consciemment partisan et à cause de cela il est souhaitable d'expliquer qui en est l'auteur, c'est-à-dire qui je suis et d'où je viens lorsque je m'engage dans cette aventure. Cela permettra de saisir ce qui m'a motivé et aussi ce que dans ce récit j'ai mis au second plan, étant moins expert. D'autres acteurs pourront aborder cette histoire différemment. J'exposerai ensuite successivement l'état d'esprit de l'équipe, celui de nos partenaires locaux, je rappellerai aussi l'état d'esprit qui régnait en France et en région parisienne à ce moment-là. Enfin, j'indiquerai les moyens mis à notre disposition.

L'ambiance sera alors donnée, le récit de cette aventure pourra commencer, une aventure qui a été vécue pendant ces quatorze premières années, comme une belle aventure.

L'auteur

Je suis architecte. Avec mon crayon, je suis créateur de rêves. C'est ce privilège qui fait de l'architecte le fou du roi. Les liens entre les architectes et les ingénieurs des ponts et chaussées relèvent de ce registre. C'est grâce à cette position singulière que les architectes seront accueillis avec sympathie dans les milieux qui régenteront les villes nouvelles, celui de l'Administration avec ses grands corps et celui de la politique avec ses élus locaux.

Je n'ai rien d'un mercenaire engagé pour un projet démoniaque. Je suis un jeune professionnel qui s'engage avec ses convictions pour une cause noble, puisqu'elle est d'intérêt général.

Quelles sont mes convictions ?

Elles se forgeront bien évidemment en avançant, mais au départ elles ont leurs fondements dans près de trente ans d'histoire antérieure. J'ai ma marque de fabrique : ma date de naissance, mes origines, mes études. Lorsque j'ai entrepris la rédaction de ce récit, je n'ai cessé de m'interroger sur les motivations de mes comportements successifs. A chaque fois, je retrouvais un écho dans mon histoire d'avant. Aussi cela vaut-il la peine de s'y reporter pour comprendre ce que j'avais dans la tête lorsque je suis arrivé là.

Je suis né en 1933, j'étais petit enfant avant la guerre, enfant pendant la guerre, adolescent après la guerre, étudiant pendant la guerre d'Algérie. Ma génération est singulière, elle a vécu mille ambiguïtés et ne peut se prévaloir de la pureté insolente des soixante-huitards.

Cinquième enfant d'une famille bourgeoise catholique, j'ai passé ma petite enfance dans une maison d'ingénieur, entre la maison du directeur et les maisons accolées des ouvriers. Ingénieur dans une tréfilerie, mon père fabriquait des câbles d'ascenseurs pour les mines. Il aimait son métier et a probablement espéré devenir un jour directeur de l'usine qu'il disait mal dirigée. Il fut également maire de la petite commune ouvrière pendant plus de quinze ans, jusqu'en 1940, date à laquelle il fut licencié pour incompatibilité d'humeur avec son directeur.

Les grèves de 1936, dont je n'ai pas de souvenirs, et l'arrivée des allemands, ce dont je me souviens, sont des passages forts dans les annales familiales. Ils sont à mettre au crédit de mon père, mais toujours est-il, que la direction de Paris fera le ménage et il se retrouvera avec ses cinq enfants le 31 décembre 1940 à attendre la micheline sur le quai

de la petite gare de l'usine. Il n'y avait ni allocations familiales ni indemnités de licenciement. Les témoignages de sympathie furent très discrets. La peur s'installait. La page de ma petite enfance se tournait.

Mon père trouva un emploi à Orléans. C'était l'occupation. Tout était silencieux. Les soirées familiales se passaient autour de la table de la salle à manger. Une lampe à pétrole nous éclairait, un mirus, petit poêle à bois, nous chauffait. On parlait peu, c'était le moment des devoirs, mais des propos feutrés circulaient sur des arrestations, sur des juifs que l'on ne voyait plus à la messe. Un jeune ouvrier de l'usine était hébergé à la maison. Comme il faisait froid et que l'on mangeait mal, nous avions des engelures qui grattaient et je faisais pipi au lit.

Nos parents nous firent entrer dans le scoutisme. Ce mouvement était interdit, mais avec un faux nom il était toléré et probablement surveillé. J'étais « cadet » et pour faire ma promesse je devais savoir chanter *Maréchal, nous voilà.* C'était un peu compliqué car ce chant était interdit à la maison.

Mes frères avaient un endoctrinement basé sur l'honneur et la patrie. Tout dépendait bien évidemment de ce que l'on y mettait. Ce mouvement prônait l'engagement personnel et de fait, parmi ses aînés, on découvrira bon nombre de résistants et aussi des volontaires de la LVF (Légion des Volontaires Français). Il y avait le culte du chef et des grands destins. Lyautey était l'exemple, il était bâtisseur de notre empire colonial.

A la libération ce sera une grande explosion de joie. Pourtant, en rentrant de l'école je restais des heures à regarder des expositions de photos sur l'holocauste. C'était très réaliste, mais je n'en mesurais probablement pas l'horreur. On apprenait que des gens de notre entourage étaient rentrés de Dachau, on en attendait d'autres.

Mais tout cela s'estompera très vite au profit d'une vie magnifique. Le scoutisme était florissant. Nous étions fiers d'être scouts, fiers de la France. Avec nos uniformes, nos chapeaux et nos drapeaux nous étions de tous les défilés. Le plus beau était celui de la fête de Jeanne d'Arc. Les valeurs d'honneur et de dépassement de soi pouvaient s'extérioriser. Les meilleurs d'entre nous étaient adoubés « Chevaliers ».

Dans cette euphorie qui trouvait son plein épanouissement dans les camps et les feux de camp le mouvement prit une pente glissante. Elle fut savonnée par les aventures des jeunes héros généralement blonds de la collection "*signes de piste*", illustrée avec les dessins évocateurs de Pierre Joubert. Bon nombre d'adolescents furent abusés par des

pratiques douteuses. J'ai quitté le mouvement au plus fort d'une tempête licencieuse étouffée, avec « élégance », par l'évêché. Avec une nouvelle direction nationale le mouvement évoluera, le dépassement de soi restera le cap, mais ce n'était plus pour devenir chef, c'était pour valoriser l'équipe. Le mouvement commençait à s'éveiller à des valeurs collectives, au syndicalisme. Mais cette évolution je ne la vivrai pas.

En 1952 je suis monté à Paris pour entreprendre mes études d'architecture à l'école des Beaux Arts. Quelle que soit son avancée dans le cursus scolaire, on relevait d'un même atelier où le patron, architecte généralement de renom, encadrait notre enseignement. L'atelier Beaudoin dans lequel j'entrai, était une sorte de phalanstère où les anciens faisaient la loi. Parmi ces anciens, il y avait des pères de famille qui avaient fait la guerre et venaient là finir leurs études. La brimade physique était « l'arme formatrice ». Suivant l'intelligence de ceux qui la maniaient, cela pouvait être drôle ou dégradant. Mon atelier avait une spécificité qu'il affichait avec délectation, *pas de femme et pas de politique à l'atelier*. Les filles qui voulaient devenir architectes devaient aller ailleurs. Celles qui entraient chez nous, c'était pour se dévêtir. L'architecture devait être notre seule maîtresse. Quant à l'absence de politique, il n'y avait pas de cellule du parti communiste comme cela existait ailleurs. Par contre, l'Algérie était très présente. La plupart des élèves de l'école d'architecture d'Alger venaient finir leur scolarité dans notre atelier. Simultanément, bon nombre d'entre nous, faisaient leur service militaire pendant leur cursus et après leur « séjour » en Algérie, reprenaient leurs études et se noyaient dans l'ambiance festive quasi permanente. Nous avions au sein de l'atelier un nombre anormal de fous, ou du moins reconnus comme tels par l'Armée. Chacun avait sa stratégie individuelle vis-à-vis de la situation en Algérie et observait utilement, mais sans engagement, la décrépitude de la 4ème République. La vie étudiante était joyeuse, l'architecture notre raison de vivre. Pour tous ceux d'entre nous qui n'étaient pas mariés, elle était bien notre maîtresse.

Pendant toute notre scolarité, les agences d'architecture concevaient les grands ensembles. Tous les élèves pour subvenir à leurs besoins faisaient tôt ou tard la « place ». Payés à l'heure dans ces agences, ils étaient dessinateurs à la demande. J'ai donc dessiné des grands ensembles. Il m'a fallu beaucoup de temps pour comprendre le lien qu'il

y a entre l'intelligence de l'organisation spatiale et la perception esthétique du dessin ; souvent il n'y en a pas. Notre culture cachée était Le Corbusier. Le Corbusier n'était pas très aimé des mandarins de l'époque. Et pourtant, que d'émotion à Ronchamp ! J'y suis retourné dernièrement, l'émotion est toujours la même. La cité de Marseille nous a tous fait rêver, mais on ne comprenait pas pourquoi la rue commerciale, au milieu de l'immeuble, ne fonctionnait pas. Ce n'est pas l'urbanisme de Corbu avec ses démonstrations un peu simples qui m'incita à m'intéresser à l'urbanisme. L'Institut d'Urbanisme où des camarades allaient régulièrement ne m'attirait pas plus. Peut-être à tort, je n'y voyais que des exercices comptables ennuyeux sur des normes d'équipement. Le séminaire Tony Garnier aurait pu m'intéresser un peu plus, mais je ne fréquentais déjà presque plus l'école lorsqu'il prit son essor. En réalité l'urbanisme m'ennuyait, mon bonheur était dans l'architecture, la dimension plastique qu'elle véhicule, et je n'avais aucune envie de l'insérer dans son contexte socio-économique. Je n'étais pas inculte en la dimension sociale des choses, mon environnement familial m'y avait bien au contraire préparé, mais peut-être en était-ce justement la cause. L'émancipation estudiantine, Paris et ses feux me donnaient d'autres envies et j'oubliais aussi facilement les misères du monde que je ne me souciais de la contrainte économique qui permet de faire.

En 1958, l'occasion me fut donnée d'aller travailler chez un architecte en Côte d'Ivoire. Ce que j'y fis ne fut pas très passionnant, mais ce que j'y vis l'était. C'était l'occasion de mettre un peu d'argent de côté, car si l'on partait avec l'objectif de ne pas faire la fête, le salaire en franc CFA compte double, l'entreprise en valait la peine. C'était peu de temps après l'inauguration par le général de Gaulle du nouveau pont reliant la lagune à la terre ferme. J'y ai perçu un pays jeune en plein développement où la bureaucratie ne semblait pas exister, où la communauté blanche apportait sa technicité à un pouvoir qui se structurait. Il m'est arrivé d'accompagner mon patron chez le ministre des Travaux Publics pour présenter un projet ; les choses se passaient avec une brutalité et une apparente efficacité qui ne manquaient pas de m'étonner. Quatre cabinets d'architectes seulement couvraient la Côte d'Ivoire, cela bouillonnait de partout. Un plan directeur de la région d'Abidjan en était à ses débuts. A mon retour en France je suis allé frapper à la porte de l'architecte qui en avait la charge : Guy Lagneau.

J'ai travaillé chez lui sur le développement de Ouargla en Algérie. Il avait des idées simples et voyait grand, cela me plaisait.

Je fis une pose avec mon service militaire que j'avais retardé le plus possible. Lorsque je suis parti en Algérie , j'avais 27 ans et j'étais père d'un enfant. En effet à la fin de mes études, j'avais trouvé la femme de ma vie. Elle était ingénieur dans un service de recherche à l'EDF. Elle aimait les mathématiques, moi l'architecture. Pour paraître intelligent, je lui avais offert le Modulor, un petit livre écrit par Le Corbusier où il développe un système de mesure destiné à fixer les proportions des ouvrages d'architecture. Ce n'est pas ce petit cadeau qui fut décisif. La période algérienne a été difficile pour nous deux. J'ai eu la chance d'avoir un capitaine de grande qualité, nous avons pu nous retrouver lors d'une permission à Bône, aujourd'hui Annaba et pour conclure sur quelque chose d'agréable je dirai seulement : que cette ville était belle !

A mon retour du service militaire, je suis retourné dans le cabinet d'architecture de Guy Lagneau. Ce ne fut pas pour longtemps, car c'est là que mon engagement dans l'aventure de la région parisienne débute.

Paul Delouvrier, nommé par le général de Gaulle délégué général du district de la région de Paris, avait commencé à constituer son équipe rapprochée. Outre des collaborateurs de sa difficile époque algérienne, il s'était attaché le concours de Jean Millier, ingénieur général des ponts et chaussées, qui n'était autre que le ministre des Travaux Publics que j'avais entr'aperçu en Côte d'Ivoire et qui m'avait impressionné. Celui-ci prit Guy Lagneau comme Conseil. Sa cheville ouvrière s'organisa dans la structure de l'IAURP (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne) avec deux divisions, l'une autour de Serge Goldberg qui faisait les prévisions, l'autre autour de Jacques Michel qui les disposait sur le territoire. Le premier embauchait des géographes, c'est ainsi que Pierre Merlin et Elio Boulakia entrèrent en piste. Le second embauchait des architectes et des ingénieurs, je fus de ceux-là. J'ai eu une petite hésitation avant d'entrer dans cette structure « para-administrative ». Dans le milieu architecte d'alors, quitter le monde libéral pour s'assurer dans un monde de fonctionnaires avait quelque chose de péjoratif, voir d'humiliant. Je ne regretterai pas ce choix et bon nombre de camarades qui me dissuadèrent de m'engager dans cette aventure regretteront par la suite de n'avoir pas pu le faire.

Avant d'arriver à Evry j'ai travaillé trois ans sur le schéma directeur. Ma fonction était modeste, mais il y avait un climat de confiance tel, que l'on m'emmenait dans de nombreuses réunions de travail où je découvris la politique et l'aménagement du territoire. Je me rappelle la présentation d'une des nombreuses esquisses du schéma directeur à des conseillers de l'Elysée qui dissertèrent sur ce qui, dans le schéma, était susceptible d'avoir *la dimension qui touche le Général.* Je fis partie d'une mission exploratoire avec Paul Delouvrier, pour apprécier ce que la Suède pouvait nous apporter avec ses villes nouvelles. Je connaissais à l'époque, relativement bien la région parisienne que j'avais parcourue en tous sens. Lorsque les villes nouvelles commencèrent à devenir une volonté qui prenait chair dans leur finalité, les équipes s'ébauchèrent. Je fus sollicité pour m'investir sur Evry.

Voilà comment je suis arrivé à Evry. Fort d'imagination et d'ampleur, sans complexe conceptuel, mais totalement inculte en bien des domaines : inculte en ce qui concerne le fonctionnement d'une entreprise et ses sujétions financières, inculte en ce qui concerne les fonctionnements administratifs et les rouages de la démocratie locale. Mais cela je l'apprendrai, ce n'est pas pour cela que l'on m'avait choisi. J'arrivai solitaire, mais accueilli. Solitaire parce que détaché d'une corporation qui développait l'élitisme individuel et ne se retrouvait pas dans la singularité qui m'attendait. Je n'étais pas fonctionnaire, pas universitaire, pas ingénieur des ponts et chaussées, j'allais naviguer seul, à côté des grands corps de l'Etat, à côté des partis politiques, à côté des syndicats. Ce qui me fascinait était le charisme des hommes que je rencontrais ; je flairai la chance de pouvoir m'engager dans un grand dessein. Et puis finalement nous serons un regroupement de solitaires, ce sera l'Equipe.

Lorsque, un peu plus tard en 1973, je viendrai en famille habiter Evry, nous avions quatre enfants ; l'aîné avait treize ans, le plus jeune six ans, on disait dans nos familles : *Ils sont partis en grande banlieue faire une ville nouvelle, c'est paraît-il intéressant, ils semblent y trouver leur épanouissement, tant mieux pour eux.* C'était un peu comme si nous partions creuser des puits dans un pays en voie de développement. Des utopistes ! Mon propos force un peu le trait, mais il y avait un peu de cela.

L'Equipe

Paul Delouvrier et Jean Millier mirent en place les équipes de ville nouvelle, suivant un même procédé : création d'une Mission d'étude qui doit s'installer sur le site, son chef est désigné par le Premier ministre, généralement un fonctionnaire appartenant à un grand corps de l'Etat ; celui-ci monte son équipe, le noyau de base provient de l'Institut d'Aménagement de l'Urbanisme de la Région Parisienne, et l'étoffe avec quelques fonctionnaires et surtout une grande majorité de non fonctionnaires, généralement jeunes et de disciplines variées. L'équipe doit être pluridisciplinaire.

Les personnalités des chefs de Mission et de leurs équipes eurent une influence dès le départ sur la conception. Chaque ville nouvelle fit ses choix, Paul Delouvrier laissa les différences s'exprimer. J'ai toujours fait un parallèle entre Cergy et Evry, nos démarches sur de nombreux points eurent des logiques communes ; celle d'une centralité autour d'une Préfecture, mais nous développerons également le même attachement à la notion de ville et à ses valeurs de sociabilité. J'ai retrouvé la même foi qui nous animait dans "**Oublier Cergy**", les mémoires posthumes de Bernard Hirsch, chef de la Mission de Cergy. Le chef de Mission de Saint-Quentin-en-Yvelines amorça un autre parcours. Profitant de la dynamique de l'ouest parisien, il concentra un nombre considérable de bureaux dans sa première zone d'activités, ce qui nous paraissait indécent eu égard à l'énergie que nous déployions pour attirer ce produit rare que nous estimions générateur d'animation. Saint-Quentin-en-Yvelines avait pour objectif d'accueillir les cadres d'entreprises, la maison individuelle était la réponse. La ville : c'était Paris, éventuellement Versailles à côté. Il ne fallait pas rêver d'urbanité, du moins dans un premier temps. On pourrait également trouver sur Marne-la-Vallée, riche en morceaux de bravoure architecturale, la forte personnalité de l'architecte Americo Zubléna qui était alors mon homologue.

Dès 1965, avant même la nomination de notre chef de Mission, pendant plus d'un an, le noyau de base que nous formions a travaillé rue Boissière, dans une annexe de l'IAURP, sous l'autorité de Jacques Michel. Deux autres architectes s'étaient joints à moi, ce sera le début de vingt ans de vie commune .

Avec Elio Boulakia, géographe de l'équipe Goldberg, qui s'était engagé comme moi sur Evry, nous avions délimité un périmètre d'étude qui nous paraissait logique. A l'intérieur de ce périmètre, on se trouvait à moins de vingt minutes en automobile de ce que l'on désigna comme le futur centre d'Evry, donc une proximité de service qui sous-tendait une cohérence d'ensemble. Nous avions commencé à regarder ce qui manquait et où nous pouvions localiser équipements, logements et activités. Pendant cette période, peu structurée, nous allions partout et je commençais à faire connaissance avec notre futur environnement.

J'ai participé à un repas avec Michel Boscher, le député maire d'Evry-Petit-Bourg, au cours duquel fut abordé le choix de la structure à mettre en place : Etablissement Public ou Société d'Economie Mixte. Cela était alors pour moi du chinois, mais ce que je compris était que ce maire à la silhouette altière était intéressé par l'aventure qui lui était annoncée et j'eus la conviction qu'il allait prendre le bébé à bras le corps.

J'ai participé à un autre repas, chez le préfet Orsetti, le premier préfet de l'Essonne. Cela se passait dans l'hôtel de l'ex-sous-Préfecture de Corbeil où il était installé. L'objet de ce repas était de présenter le terrain qui serait affecté à la construction de la Préfecture. Il fallut expliquer le Centre qui n'était pas encore étudié et montrer comment cela s'intégrait. L'exercice était quelque peu surréaliste, mais nous y sommes arrivés, devant un grand feu de cheminée, après les alcools, dans une ambiance très troisième République.

J'ai été invité à présenter au conseil municipal de Ris Orangis, les orientations de développement envisagées sur sa commune en prolongation naturelle de ce que nous projetions sur Evry. Je fus introduit par le secrétaire général de la préfecture, et le conseil municipal, probablement très respectueux de l'autorité de l'Etat, m'écouta avec attention et ne fit aucun commentaire particulier. Il y avait pourtant de quoi réagir.

Ce mode de fonctionnement sympathique mais qui faisait un peu désordre se modifia avec l'arrivée de notre chef de Mission. Il structura de façon très classique son équipe et à partir de là chacun dut en principe rentrer dans les clous.

Le 16 juillet 1966, la Mission fut créée et André Lalande en prit la direction. Un an après, nous nous sommes installés dans des

préfabriqués sur le site et c'est là que commença notre aventure commune au milieu des champs.

André Lalande voulant voir qui j'étais, m'avait convoqué dans son bureau du quai de Passy où il était conseiller auprès du ministre de l'Urbanisme et du Logement. Il me chargea de rechercher un préfabriqué et de faire le plan de sa distribution intérieure. Dans l'Administration, la taille du bureau est fonction du grade. J'ai donc vu très vite la hiérarchie qu'il mettait en place. Il y avait, en numéro deux, un directeur général adjoint qui s'avéra être un de ses fidèles compagnons de route : Roger Baÿ, un peu plus âgé que lui, venait du milieu des HLM. Puis avec une bonne égalité, c'étaient trois puis rapidement quatre chefs de services, j'étais un de ceux-là. J'avais en charge l'urbanisme et la programmation, Elio Boulakia la promotion et le développement économique, Philippe Rousselle, ingénieur des ponts et chaussées le service technique, il était le maître des dépenses. André Delmotte, administrateur, était chargé de l'administration et des finances. Entre les trois premiers services, la camaraderie qui existait au départ, fut facilement de mise. Les rapports avec l'administration et les finances furent plus complexes. C'était un monde que nous ne connaissions pas, il faudra du temps pour établir une complicité. André Delmotte connaissait par cœur les ficelles de l'Administration, mais j'avais l'impression qu'il ne tenait pas a en divulguer le secret. Peut-être, de par mon ignorance originelle, ai-je eu quelques difficultés à m'initier ? Mes liens d'amitié avec André Delmotte se noueront plus tard, ils n'en seront que plus forts.

Le service dont j'assurais la responsabilité fut très vite dénommé : l'Atelier ; le mot était correct, c'était un lieu non cloisonné, couvert de plans, où l'on parlait beaucoup, à l'opposé des autres services où le but était d'avoir un bureau pour soi tout seul. L'Atelier s'étoffa très vite d'architectes, de paysagistes et de « programmeurs » dont la formation dominante était géographe, ces derniers avec en particulier André Darmagnac, apportèrent une dimension sociologique à notre démarche. L'équipe d'architectes était explosive, l'imagination s'exprimait à partir de tempéraments parfois diamétralement opposés. Il y eut un camarade hollandais écologiste urbain de la première heure. Sa logique et sa dialectique redoutable pouvaient conduire à un urbanisme pour le moins brutal, comme savait le faire son maître hollandais Bakema. D'autres architectes, à l'opposé, s'affirmèrent dans des démarches poétiques totalement irrationnelles.

André Lalande se montra intéressé par nos propos. Son parcours antérieur permet de bien le situer. Fonctionnaire, il avait fait son droit et progressé de bonne façon dans la hiérarchie de l'Administration, il était inspecteur général de la construction lorsqu'il prit la direction de la Mission. Il avait été en poste dans la Manche juste après la guerre, il y gérait le relogement des très nombreux sinistrés, cette époque l'avait marqué et il aimait nous la rappeler. Il était sur le terrain spartiatement logé avec sa jeune épouse et cela ne devait pas être facile tous les jours. Il fut directeur départemental du nord puis prit la direction de la société d'économie mixte de Massy-Antony, un des grands ensembles phares de la région parisienne, avant de devenir conseiller dans plusieurs cabinets ministériels. Il connaissait très bien le milieu du bâtiment, celui des architectes et celui des élus locaux. Il avait beaucoup d'estime pour un certain nombre d'architectes et, à chaque fois que l'on essayait d'en connaître la raison, cela était généralement lié à des histoires simples où il avait apprécié le combat qu'avaient mené ces hommes de l'art pour faire aboutir des choses pas toujours évidentes, mais qui faisaient le « plus » d'une œuvre conviviale. Il aimait ceux qui se battent de la sorte et il est clair que si nous savions lui apporter ces qualités nous recueillions sa confiance.

Il me fit toutefois sentir que nous étions fort jeunes, sans expérience, et de ce fait, estimait que nous allions rencontrer des difficultés pour gérer des confrères plus âgés. Il me demanda de choisir un architecte conseil pour nous aider dans cette tâche. Cela présentait pour lui deux avantages, il pouvait avoir un avis extérieur sur nos « inventions » et il pouvait s'appuyer sur ce Conseil pour se passer de l'architecte du département qui, lui, est attaché au directeur départemental de l'Equipement, dont il ne devait en aucune façon dépendre. La Mission était en effet hors structure départementale, elle dépendait du Premier ministre. Ma proposition se porta sur Paul Lamache, je ne le connaissais pas, mais je connaissais sa réputation. Il était apprécié de ses confrères, il fut un moment président de l'ordre des architectes, c'était un bon critique et un bon diplomate mais nous ne serons pas toujours d'accord. Il épaulera sans réticence notre directeur dans la période délicate où le ministre de l'Equipement, Albin Chalandon, nous parachutera des promoteurs et architectes difficiles ; mais assez rapidement nous serons en mesure d'assurer le dialogue avec les confrères engagés dans l'opérationnel, lesquels, appartenant majoritairement à notre génération, étaient des camarades que l'on tutoyait, et parmi lesquels devaient se

dégager rapidement, les nouveaux mandarins. Avec Paul Lamache, curieusement, nous nous sommes toujours vouvoyés, j'étais plus jeune, par éducation je le vouvoyais, il ne m'a jamais invité à passer au tutoiement.

Malgré l'apparente structuration que s'attachait à maintenir le directeur général adjoint, la méthode de commandement était plus proche de celle d'un cabinet que de celle d'une entreprise. Il n'y avait pas de comité de direction. Notre directeur convoquait dans son bureau les collaborateurs de son choix, en fonction du sujet qu'il voulait traiter. Il savait nous mettre en compétition voir, en opposition. Il était chaleureux et bon diplomate, donc on s'en accommodait. Mais j'appris très vite que, si je voulais rester dans la course, il fallait avoir un pied dans tous les domaines, qu'ils soient administratifs, commerciaux ou financiers. Ce pied-là je mettrai quelque temps à le caler.

C'est en juin 1967 que nous nous sommes installés dans nos bureaux au milieu des champs, à l'entrée du village d'Evry, encore dénommé Evry-Petit-Bourg. Malgré nos frictions internes, liées à nos cultures et formations d'origines très diverses, André Lalande mena l'équipe avec finesse, il sut nous rendre solidaires vis-à-vis de l'extérieur.

Nous avions à convaincre trois types d'acteurs incontournables : en premier lieu les promoteurs investisseurs et les industriels, c'est-à-dire le client, l'acheteur qu'il fallait séduire, en second lieu les élus et la population en place ; ce n'était pas le désert comme certains peuvent aujourd'hui l'imaginer, cette population était très présente, à juste titre, c'est son avenir que l'on modifiait très profondément, et enfin il y avait l'Administration qui s'installait. Les préfets successifs jouèrent un rôle fondamental. La direction départementale de l'Equipement affirma très vite une relative complicité et aussi son autorité, en matière de voirie tout particulièrement.

Ainsi constituée, ce que j'appellerai l'Equipe, soudée au combat, vivra la fin de l'ère Gaullienne, mai 68, l'ère Pompidolienne prospère, l'ère Giscardienne, le changement de majorité au plan national comme au plan local et le début de la décentralisation.

Quatre présidents de la République, plus de dix gouvernements, presque autant de préfets se succéderont. L'Equipe, elle, ne bougea pas,

ou si peu, à l'exception du directeur technique ; il y en aura trois, mais c'est la logique des plans de carrière des jeunes ingénieurs des ponts.

Je n'ai peut-être pas, à travers la description que je viens de faire de l'Equipe, donné l'impression qu'elle était, comme je l'ai dit au départ, une équipe enthousiaste. En réalité il y avait matière à cela. Notre mission était hors norme, extraordinaire : *Faire une ville*. L'existence d'une équipe pluridisciplinaire gérant, par elle-même, toutes les strates d'un développement urbain, était aussi hors norme, extraordinaire. Enfin, contraints d'avancer, de combattre en permanence, nous ne pouvions le faire qu'avec une équipe chauffée, donc dégageant de l'enthousiasme.

Les élus locaux

Lorsque nous avions appréhendé notre périmètre de réflexion basé sur une « distance-temps » comptée à partir du futur centre de la ville nouvelle, nous couvrions une zone de la taille de Paris, soit près de 10.000 hectares, comprise entre les vallées de l'Orge, de l'Essonne et de la Seine. Elle regroupait quatorze communes.

Dans sa partie nord se trouvait le tissu relativement compact de la Grande Couronne, fait de pavillons auxquels venaient s'ajouter, un peu partout où cela était possible, des ensembles collectifs.

Au sud se trouvait la ville de Corbeil-Essonnes, ex-sous-Préfecture de Seine-et-Oise, petite ville industrielle de 30.000 habitants, où les usines d'IBM puis tout récemment de la SNECMA venaient conforter sa fonction industrielle vieillissante, axée sur la papeterie et l'imprimerie. Les villages ruraux autour de Corbeil mixaient une population d'agriculteurs et de salariés de ces entreprises.

Entre Corbeil et ce qui était la banlieue de Grande Couronne à l'avancée galopante, se trouvaient de vastes espaces agricoles et boisés et le village d'Evry-Petit-Bourg. Ce village n'était urbanisé que sur une modeste partie de son territoire, la partie à flanc de coteau qui dominait la Seine. C'était une succession de parcs, de châteaux et de résidences bourgeoises, pour une grande part des résidences secondaires de parisiens. Plusieurs de ces châteaux étaient occupés par des congrégations religieuses, d'autres avaient été détruits et laissaient place à des opérations immobilières. La plus remarquable d'entre elles était un